

Le 3 octobre 2010

Déclaration du Conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant

UNE URGENCE : ARRÊTER LE BRAS DESTRUCTEUR DU GOUVERNEMENT

TOUT AVAIT ÉTÉ PRÉVU, ET POURTANT...

Le 7 septembre, puis le 23, des millions de travailleurs et de jeunes ont, par la grève et la manifestation, réaffirmé l'exigence commune : retrait de la réforme Sarkozy-Fillon-Woerth.

Pourtant, au lendemain du 7 septembre, tout avait été mis en œuvre pour faire refluer la mobilisation. S'opposant obstinément au mot d'ordre de retrait, la majorité des dirigeants des confédérations qui constituent « l'intersyndicale » avaient refusé d'appeler à la grève et à la montée nationale à Paris, le jour du vote de la loi, écartant tout pas vers un mouvement d'ensemble, la grève jusqu'au retrait qui permettrait de faire reculer le gouvernement.

Du côté de l'Assemblée nationale, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et du Parti de gauche s'étaient livrés à une parodie de débat parlementaire en amendant et en faisant même semblant d'améliorer la loi. Dans ces conditions, l'adoption, le 15 septembre, du projet Woerth par une Assemblée nationale croupion chargée d'exécuter les exigences de l'Union européenne et des capitalistes devait clore le chapitre.

Seulement voilà, à nouveau, le 23 septembre, et y compris dans les manifestations du samedi 2 octobre, des millions ont dit : le projet doit être retiré. **Pour ces millions qui se mobilisent depuis des mois contre le projet Woerth, il n'est pas question de renoncer : il s'agit, plus que jamais, de faire reculer Sarkozy et d'arracher le retrait. Les travailleurs savent que rien n'a jamais été arraché sans la lutte de classe.**

Imposer le retrait, ce serait un premier pas qui contribuerait à bloquer l'ensemble des contre-réformes du gouvernement, un premier pas en direction d'une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs et à la démocratie. .../...

UNE CONFÉRENCE NATIONALE DE DÉLÉGUÉS POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE, POUR ARRÊTER LE BRAS DESTRUCTEUR DU GOUVERNEMENT POUR LE RETRAIT DE TOUTES LES CONTRE-RÉFORMES

Le Parti ouvrier indépendant, dès le mois de janvier, est entré en campagne contre tout consensus avec le gouvernement Sarkozy sur la réforme des retraites. Puis, dès que le texte du projet fut connu, le POI a lancé le mot d'ordre « **Retrait !** ».

Aujourd'hui, une évidence s'impose : rien n'est terminé. Tous les travailleurs, tous ceux qui, avec eux, se dressent contre la réforme Sarkozy-Woerth savent que ceux qui arguent de l'allongement de l'espérance de vie, de l'équilibre financier des régimes de retraite pour défendre l'idée d'une « bonne » réforme sont des menteurs !

Ils le savent :

- La contre-réforme des retraites, engagée pour tous les pays d'Europe au sommet de Barcelone en 2002, où Chirac et Jospin ont signé le diktat de l'Union européenne, est dictée par les fonds de pension, les fonds spéculatifs, les multinationales.

- L'endettement faramineux de 1 600 milliards d'euros au nom duquel sont justifiées les mesures de destruction de la force de travail et le budget de rigueur annoncé pour 2011 ne sert qu'à fournir aux banques et aux capitalistes les milliards dont ils ont besoin pour repousser l'heure de leur faillite et prolonger d'autant les souffrances des peuples qu'ils exploitent.

- Conformément aux exigences des agences de notation, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de l'ensemble des institutions de la classe capitaliste, après les retraites, le gouvernement a inscrit sur sa feuille de route destructrice le budget meurtrier détruisant la Sécurité sociale, les services publics, les emplois, en un mot : leurs conquêtes ouvrières et démocratiques.

Aujourd'hui, l'ordre du jour reste : retrait du projet Sarkozy-Fillon-Woerth !

Et si le gouvernement décide de passer outre, les travailleurs n'auront d'autre choix que de se battre pour l'abrogation de la loi. Pour des dizaines de milliers de travailleurs et de militants, qui ont, ensemble, ces dernières semaines, organisé le combat commun et réalisé l'unité de leurs organisations pour une grève appelée par toutes les confédérations pour arracher le retrait, une question reste posée : « Tous les travailleurs constatent ce refus obstiné "en haut" de répondre à l'appel au combat franc et massif pour le retrait. Comment surmonter l'obstacle auquel nous n'avons cessé de nous heurter ces dernières semaines ? Comment, dans l'unité des travailleurs et des organisations, réalisée à tous les niveaux, parvenir à jeter toutes nos forces dans la bataille pour faire céder ce gouvernement ? »

Qui peut mieux répondre à cette question que les travailleurs et les militants engagés eux-mêmes dans cette bataille ? C'est pourquoi le POI, sans faire de ses positions un préalable, propose à tous les travailleurs et militants d'organiser une conférence nationale de délégués pour l'unité ouvrière, où cette question cruciale sera débattue, pour aider à dégager les formes d'action commune pour faire prévaloir les intérêts de la population laborieuse.

QU'EST-CE QUI DONNE AU GOUVERNEMENT SON APPARENTE ASSURANCE ?

Il est une question que tout travailleur, tout militant ouvrier est amené à se poser : **qu'est-ce qui donne au gouvernement Sarkozy, isolé, rejeté, déconsidéré, assailli par les affaires, la force de continuer ? Comment se peut-il qu'un gouvernement qui dresse des millions contre sa politique conserve les mains libres non seulement pour faire passer coûte que coûte la contre-réforme des retraites, mais aussi la réforme territoriale et le démantèlement de la Sécurité sociale, tandis qu'il poursuit sa politique répressive et discriminatoire contre les Roms, contre les immigrés, contre la jeunesse ?**

A cette question, quiconque observe les faits sera conduit à répondre :

- Ce gouvernement ne conserve les mains libres que parce que, dans leur majorité, les dirigeants des confédérations syndicales se refusent à avancer l'exigence du retrait et à lancer dans l'unité l'appel à la grève à laquelle aspirent tous les travailleurs.

- Ce gouvernement ne se survit que parce que les dirigeants des partis dits de gauche, qui se disent du côté des travailleurs, n'ont cessé de légitimer sa contre-réforme, cautionnant le prétendu débat parlementaire, avançant leurs propres « projets de bonne réforme » respectueux des diktats de l'Union européenne, multipliant des promesses pour 2012...

STOPPER L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIÈRE ET LE DÉMANTÈLEMENT DES BASES DE LA RÉPUBLIQUE

Dans tous les domaines, les travailleurs et la majorité de la population se heurtent aux mêmes obstacles. Sarkozy pourrait-il poursuivre sa politique de démantèlement des services publics si les majorités PS et PCF qui dirigent les régions et départements n'organisaient pas elles-mêmes la privatisation et l'externalisation des services publics, et la suppression de milliers d'emplois publics, appliquant les directives de l'Union européenne et se faisant les relais de la fameuse réforme territoriale du gouvernement ?

A l'occasion des élections cantonales de mars prochain, le POI, qui combat pour la reconquête des droits et de la démocratie, défendra contre les tenants de cette politique les mots d'ordre de défense de la République, d'abrogation de la réforme territoriale, de reconquête des services publics, de renationalisation, de défense des communes.

Le POI combattra pour que des candidats, présentés ou soutenus par le Parti ouvrier indépendant, portent haut le drapeau de la République une et indivisible, défenseur des 36 000 communes. Des candidats qui s'engageront à n'accepter aucune hausse des impôts payés par la population, aucune coupe, aucune destruction de service public, aucune remise en cause de la laïcité, aucune restructuration sous couvert du remboursement de la dette publique, de décentralisation et de transfert de nouvelles charges aux régions et départements.

LA SITUATION DANS LAQUELLE S'ENFONCE LE PAYS EXIGE DES MESURES D'URGENCE

Le POI, depuis sa fondation en juin 2008, ne cesse de combattre pour que l'unité des travailleurs et de leurs organisations se réalise sur les mesures immédiates et d'urgence qu'appelle la situation.

- Il mène campagne pour l'interdiction des licenciements et a aidé à un rassemblement, autour de cette exigence, devant l'Assemblée nationale, le 28 novembre 2009.

- Il met au cœur de son action permanente la bataille contre toute remise en cause de la Sécurité sociale, pour l'abrogation de la loi Bachelot, pour le retrait des nouvelles mesures avancées et le retour à la Sécurité sociale de 1945.

- Lorsque 460 milliards sont scandaleusement versés par le gouvernement aux banquiers et aux spéculateurs au nom de la crise, le POI se prononce pour la renationalisation des secteurs-clés de l'industrie et des banques privatisées.

- Il participe à tous les combats contre la destruction des services publics, des écoles, bureaux de poste, hôpitaux, comme il déploie toutes ses forces pour la réalisation de l'unité contre la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires, pour le rétablissement plein et entier du service public, contre la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, qui détruit l'agriculture et met en péril la souveraineté alimentaire de notre population.

Quel gouvernement prendra de telles mesures d'urgence ?

A l'évidence, un gouvernement qui déciderait de rompre toute attache vis-à-vis de la classe capitaliste, refusant en particulier de se soumettre à l'impératif de la « dette » au nom de laquelle on prétend imposer les plans meurtriers contre les travailleurs et le peuple.

Un tel gouvernement ne pourrait être qu'un gouvernement qui décide de rompre avec l'Union européenne et de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la V^e République, celles-là mêmes qui ont vu l'Assemblée croupion adopter la contre-réforme.

Un tel gouvernement tirerait sa légitimité du mandat donné par la majorité du peuple souverain représenté par ses délégués élus dans une Assemblée constituante.

Telles sont les positions du Parti ouvrier indépendant.

Le POI n'a pas d'autre but que de faire avancer la cause de l'unité pour faire prévaloir les besoins vitaux des travailleurs, de la jeunesse, de l'immense majorité du peuple. Car c'est une évidence : en contraignant le gouvernement à retirer sa loi sur les retraites et à renoncer aux contre-réformes qu'il veut engager dans la foulée, la classe ouvrière ouvrira une première brèche dans la voie d'une issue politique conforme aux intérêts de la population laborieuse et de la démocratie.

UNE CONFÉRENCE POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE ET LA RECONQUÊTE DES DROITS ET DE LA DÉMOCRATIE

Des millions et des millions de travailleurs se sont engagés depuis des mois dans les grèves et les manifestations. Nombreux sont les jeunes qui les rejoignent aujourd'hui, conscients du lien qui existe entre la défense des retraites et la lutte contre la précarité, le chômage et la déqualification.

La lutte de classe appelle une issue conforme aux intérêts des travailleurs et à la démocratie.

Durant cette période, dans les usines, les entreprises, par milliers et dizaines de milliers, des syndiqués et des délégués, de toutes confédérations et de toutes tendances, ont tissé des liens d'unité, affirmant par des centaines de déclarations intersyndicales leur volonté commune de faire prévaloir l'unité pour le retrait et de voir leurs organisations, en dépit des blocages aux sommets, appeler ensemble à la grève pour contraindre le gouvernement à reculer.

C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant s'adresse aux dizaines de milliers de travailleurs et de militants qui sont artisans du combat d'unité pour faire céder le gouvernement, ainsi qu'à la jeunesse, POUR LEUR PROPOSER D'ORGANISER ENSEMBLE, LE 11 DÉCEMBRE 2010, UNE CONFÉRENCE POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE.

Conférence préparée par des réunions dans les entreprises, les quartiers, les localités, où travailleurs et militants de toutes tendances établiront leur mandat et dégageront les propositions pour faire progresser la cause commune de l'unité ouvrière et de la reconquête de la démocratie.

Le POI invite travailleurs et jeunes, qui partagent la conviction que la volonté de la majorité doit s'imposer, à engager le débat dans les colonnes du journal *Informations ouvrières* et à rejoindre les rangs du Parti ouvrier indépendant.

Je suis intéressé par les propositions formulées par cette déclaration du Parti ouvrier indépendant et souhaite poursuivre cette discussion.

Nom, prénom :

Adresse :

Entreprise :

Tél : E-mail :